

C'est dans la même semaine que la France dépêchait sa ministre à la conférence de la Convention sur la diversité biologique (CDB), réunie à Hyderabad, et qu'elle envoyait ses CRS déloger les opposants au projet du nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes.

Pourtant à Notre dames des Landes, il s'agit de mettre en acte concrètement les discours de Hyderabad et de Nagoya sur la biodiversité.

En effet, cet aéroport, dont l'utilité économique est largement remise en cause, va causer la perte d'un site dont 98% sont en zones humides, va produire un trafic aérien qui va bouleverser la biodiversité locale, va priver les paysans de 240 hectares de fermes agricoles à l'heure où se profile une crise alimentaire mondiale... Tout cela pour répondre aux appétit de la multinationale Vinci... pour livrer un aéroport au moment où l'aviation civile sera en crise du fait de l'explosion des prix du pétrole.

Aussi, les élus du PG condamnent l'évacuation des habitants de la ZAD (Zone à défendre) de Notre-Dame-des-Landes avec des moyens dignes d'une intervention militaire : plus de 500 gendarmes mobiles et CRS, hélicoptère, bulldozers.

Les élus du Parti de Gauche soutiennent les agricultrices et agriculteurs, citoyen-nes, militant-es dans leur mobilisation contre ce projet nouvel aéroport et appellent à l'arrêt des expulsions, en attendant les conclusions du recours auprès de Bruxelles car la construction de l'aéroport ne respectera pas la législation européenne en vigueur sur l'eau et les milieux aquatiques.